

La France perd !



Article rédigé par *Olivier Pichon*, le 18 août 2016

[Source : Politique Magazine]

Même sur le blé la France perd !

Pour la première fois dans l'histoire de l'Europe la France a perdu son rang de premier exportateur de blé au profit de l'Allemagne. La presse évoque le climat qui a bon dos. Car s'il est un facteur non négligeable, l'Allemagne a aussi reçu les précipitations venues de l'Ouest qui ne s'arrêtent pas aux frontières tel le nuage de Tchernobyl...

L'évènement est d'une importance considérable. Il nous renvoie à nous-mêmes et à notre fameux modèle français. Autant dire à nos faiblesses et à nos impasses ! Ayant produit 28,68 millions de tonnes contre 41 millions l'année dernière, la France ne pourra en exporter qu'environ 5 millions contre 6 à l'Allemagne.

Quand l'Allemagne connaissait la pénurie

Qui se souvient que l'obsession du Lebensraum (espace vital) sous le régime nazi était liée aux limites de capacités productives agricoles de l'Allemagne, de même les Randkolonien prévues en Ukraine à partir de 1941 s'expliquent ainsi, même si elles ne justifient pas, dans une population nombreuse et urbanisée ? Les nazis créèrent la corporation nourricière (Reichsnährstand), structure qui englobait toute la vie agricole. Le but était évidemment totalitaire mais répondait (mal) à une angoisse de pénurie, le tout enrobé d'un fatras idéologique confinant au ridicule : le Blubo (blut and boden). Le régime avait rendu la propriété agricole inaliénable et héréditaire au profit de l'aîné. En effet, avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, la paysannerie allemande était fortement endettée et les saisies étaient nombreuses. La révolte couvait donc dans les campagnes. Elle prenait souvent la forme de grève des impôts. Cette jacquerie chronique fut récupérée par les nazis qui, par la contrainte et le contrôle de la paysannerie, purent limiter les pénuries agricoles. Il fallait à tout prix préserver l'arrière de la faim et éviter ainsi de reproduire la situation qui conduisit, en 1918, à la défaite.

Oui la terre peut mentir !

Les capacités pédologiques et climatiques de l'Allemagne sont, sans conteste, inférieures à celles de la France. La SAU (surface agricole utile) est plus petite pour une population plus nombreuse. Il apparaît donc dès 1957, dans le cadre de l'Europe des 6, que la France dispose d'un avantage certain. Les négociations des premiers traités européens portent la marque d'un esprit de division du travail un peu simpliste qui voit la France être le pourvoyeur alimentaire de l'Allemagne. Ce qu'elle fut, au moins, jusqu'à la fin des années 80.

Que s'est-il donc passé ?

On a coutume d'opposer l'agriculture et l'industrie, posons nous la question d'une marque de tracteur français aujourd'hui, on cherchera longtemps. Aujourd'hui les progrès de l'agrochimie, de la mécanique, de la génétique permettent des augmentations de productivité, même sur des terres moins bien dotées par la nature. Certes, nous sommes sur un modèle productiviste et, avant le blé, les allemands taillaient déjà des

croupières aux Français dans le domaine du lait et du porc mettant à mal le modèle breton qui souffre et se révolte ces dernières années. Ce modèle productiviste a de plus, en France, affaibli les sols. On assiste ainsi à une baisse des rendements. Difficile de savoir si globalement l'agriculture allemande a mieux respecté la terre sachant qu'elle est moins apte à une production intensive. Bien sur, on évoquera par exemple la main d'œuvre bon marché venue de l'Est, utilisée par les exploitations allemandes (et les abattoirs). Quant à la PAC, elle recule en France comme en Allemagne. Certains penseront que c'est une bonne chose et d'autres le déploreront mais on ne peut avoir le beurre (les produits) l'argent du beurre (les prix) et le sourire de la crémière, dite encore « mondialisation heureuse ». La France doit s'interroger sur ses coûts, ses productions, ses circuits, ses réglementations, ses normes...

On sait que la France applique avec une rigueur zélée les normes européennes avec lesquels les allemands se montrent plus souples. On sait aussi que ses institutions syndicales – FNSEA, Crédit agricole, la MSA – sont autant de structure lourdes, coûteuses, sclérosées, pléthoriques en effectif. Les chambres d'agriculture et le ministère ont vu croître le nombre des fonctionnaires en proportion inverse du nombre des paysans. Quant au triste Le Foll, il n'a que des aveux d'impuissance à faire !

Bref, la France si belle, si riche de ses terroirs, de sa tradition millénaire de façonnage du paysage, la France si douée pour la bonne chère (« Heureux comme Dieu en France » dit le proverbe... allemand) doit revoir sa politique agricole. Que le mauvais temps ait aidé à cette prise de conscience relève du simple réel à condition qu'on ne le dénie pas et qu'on ne se cantonne pas à cette seule explication.